



Communiqué de presse du SNUipp-FSU Savoie

**Rythmes scolaires : pas de récupération politique,
mais Monsieur le Ministre, entendez enfin les enseignants !**

Les maires des cinq communes les plus importantes de Savoie, accompagnés de quinze autres élus locaux, ont communiqué le 14 avril, leur intention de faire pression sur le gouvernement pour, au minimum, reporter la réforme des rythmes scolaires : Chambéry, Aix-Les-Bains, Albertville, La Motte-Servolex, et St Jean-de-Maurienne. Ils se refuseraient à mettre en place des activités périscolaires pour se contenter de garderies. Ainsi, la fronde nationale des maires UMP trouve un écho en Savoie.

Pour le SNUipp-FSU, le caractère éminemment politique de cette décision ne reflète en rien les revendications syndicales qu'il porte depuis maintenant deux ans. Les déclarations de l'UMP, par l'intermédiaire de son président, Monsieur Copé, laissaient entendre que les élus locaux ne manqueraient pas de tenter de mettre le gouvernement en difficulté sur ce point.

De la même façon, le gouvernement n'a pas manqué de présenter toutes les objections, d'où qu'elles viennent, comme des manipulations politiques. Les élus socialistes se sont trop souvent lancés tête baissée dans la réalisation de la réforme sans en mesurer les difficultés les plus évidentes.

Pour le SNUipp-FSU, les seuls intérêts qui prévalent sont ceux des élèves et des enseignants. Il était possible à Monsieur Peillon de proposer une réforme dans l'intérêt des élèves, sans pour autant nuire aux conditions de travail des enseignants et aux finances des communes. Cela aurait été possible dès le début, si seulement il avait écouté les seuls dont l'expertise est incontestable : les enseignants. C'est dans cette optique que le SNUipp-FSU, organisation syndicale majoritaire représentant les enseignants des écoles maternelles et élémentaires, n'a jamais demandé l'abandon du projet de réforme des rythmes scolaires, mais que la mise en œuvre soit suspendue le temps que les décrets soient rediscutés, et les délais allongés pour les municipalités qui en éprouvent le besoin.

Qu'ont fait pour l'école les amis de Monsieur Copé et des maires UMP, sous le gouvernement de Monsieur Sarkozy ? La saignée drastique à laquelle ils ont soumis l'Éducation Nationale a mis l'institution en difficulté pour longtemps. Les 80 000 suppressions de postes d'enseignants continuent de se faire sentir chaque jour sur le terrain.

Les arguments utilisés selon lesquels cette réforme aggravera les inégalités entre les élèves, ou posera le problème de l'utilisation des salles de classe ont été mis en avant depuis le début par le SNUipp-FSU. Nous nous étonnons que ces élus, qui pour certains n'en sont pas à leur premier mandat, les reprennent tout à coup à leur compte !

Qui peut oser revendiquer l'intérêt des enfants dans une position qui viserait simplement à faire des économies en ne proposant qu'une garderie à la fin de la journée scolaire ? Le SNUipp-FSU veillera à ce qu'aucun amalgame, de bonne ou de mauvaise foi, ne puisse être fait entre son action et celle de partis qui utilisent les enfants de France à des fins politiques.

Hostile à toute récupération politique, le SNUipp-FSU continuera de porter la voix des enseignants et d'œuvrer pour une réelle transformation de l'école permettant de faire réussir tous les élèves.

Chambéry, le 14 avril 2014